

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/TBT/Notif.00/66

11 février 2000

(00-0528)

Comité des obstacles techniques au commerce

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>SUÈDE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2.	Organisme responsable: Office national du logement et de l'urbanisme L'organisme ou l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doit être indiqué s'il est différent de l'organisme susmentionné: Office national du commerce
3.	Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], autres:
4.	Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Matériaux, constructions, installations dans des ouvrages de construction
5.	Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Modification des dispositions obligatoires arrêtées par l'Office et recommandations générales concernant l'homologation et le contrôle de la production (3 pages, disponible en suédois)
6.	Teneur: L'Annexe 1 avec son règlement concernant les différents produits relatifs aux essais et au contrôle est abrogée. À sa place, les articles 7 et 8 contiennent un renvoi général aux manuels, recommandations, normes, etc. généraux de l'Office. L'article 9 renferme une clause de reconnaissance mutuelle. L'article 18 interdit l'homologation et le contrôle de la production dans certaines circonstances.
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Les modifications apportées au règlement sur le système national facultatif d'homologation de type et de contrôle de la production sont limitées à celles qui sont absolument nécessaires. L'Annexe 1, entre autres, est abrogée de manière à ne pas entraver le progrès technique dans le secteur de la construction de bâtiments. En raison de la législation européenne, une clause de reconnaissance mutuelle a été ajoutée, et l'homologation et le contrôle de la production sont interdits lorsque la marque CE peut être utilisée.
8.	Documents pertinents: Loi relative aux prescriptions techniques applicables aux travaux de construction, etc., et son décret, SFS 1994:847 et 1994:1215
9.	Date projetée pour l'adoption: Mai 2000 Date projetée pour l'entrée en vigueur: Juillet 2000
10.	Date limite pour la présentation des observations: 2 mai 2000
11.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, courrier électronique et numéro de télécopie d'un autre organisme: